

# Eugène Enriquez (1931-2024) : L'« art de gouverner »

Lors de la XIe Rencontre internationale de Delphes, qui s'est tenue du 27 au 30 octobre 1995 sur le thème « **Pouvoir et pouvoir d'Etat dans les processus de démocratisation et de développement au Nord et au Sud** », Eugène Enriquez, Professeur de Psycho-sociologie à l'Université Paris VII, a présenté une communication « **Pouvoir et gouvernement des hommes** », analysant dans une première partie les différents modèles de régime politique et dans une seconde les formes typiques de domination. Eugène Enriquez est notamment l'auteur de *L'organisation en analyse* (PUF, 1992), *Les figures du maître* (Arcantère, 1991), *De la horde à l'Etat : essai de psychanalyse du lien social* (Gallimard, 1988).

## I - Les différents modèles de régime politique

Ce texte a pour but le pouvoir dans sa dimension politique. Il ne prétend pas explorer les « *micro-pouvoirs* » (M. Foucault) existant dans les sociétés, les organisations, les groupes ou se développant dans des situations inter-relationnelles, bien que des similarités et des complémentarités puissent être établies entre les processus macro-sociologiques et micro-sociologiques. Il va donc se centrer sur le problème du « *gouvernement des hommes* », sur ce qu'il est commun de désigner sous le vocable « *d'art de gouverner* ».

Enoncer qu'il peut exister un art de gouverner comporte comme corollaire l'impossibilité d'une science de gouvernement. Si étymologiquement gouverner vient du latin *gubernare*, il se relie également au grec *kybernêtkê* (terme qui fait partie d'une famille de mots désignant les arts). Platon utilise parfois ce dernier mot pour signifier l'art de conduire les hommes, le plus souvent pour désigner l'art de pilotage d'un bateau. Ampère dans son *Essai sur la philosophie des sciences* (1834) nomme « *cybernétique* » l'ensemble des moyens de gouvernement d'une nation. Une liaison intime entre gouvernement et gouvernail semble ainsi se dessiner de telle sorte que le « *pilote* » (le *gubernator*, le *kyberneter*) qu'il soit à la tête d'un vaisseau ou d'une nation, doit affronter les vents contraires, faire preuve, comme Ulysse, à la fois de compétence, de ruse, d'imagination, s'il veut tenir le cap et parvenir aux rivages espérés.

Autrement dit gouverner comporte toujours un pôle opératoire qui implique de savoir contrôler, maîtriser, utiliser des connaissances et un pôle inventif qui inclut d'être capable d'imaginer, de créer, d'anticiper, de rêver et certainement de séduire afin de « *diriger* » et de « *se diriger* ».

Aussi tous les gouvernements (et en particulier ceux qui dirigent la vie de nos Etats modernes) sont donc conduits à essayer :

- a) de définir les éléments de constitution du corps social (qui en fait partie et qui en est exclu),
- b) d'indiquer l'(ou les) individu(s) ayant le droit d'incarner ce corps et d'en être le (les) garant(s) symbolique(s),
- c) de choisir entre la référence à un ordre transcendant, à un ordre immanent ou encore à une nouvelle transcendance qui permet de reconstituer une sphère du sacré dont l'absence est ressentie alors comme une entrave à l'élaboration d'idéaux collectifs,
- d) de préciser la zone de liberté laissée au corps social : quelles sont les turbulences acceptables, à quel niveau d'harmonie la société doit-elle tendre, quel type d'amour est demandé au peuple, quelles contraintes celui-ci doit accepter en retour ?
- e) de mettre en oeuvre des méthodes provoquant l'adhésion : hypnose, séduction, maniement de la peur, invitation à la jouissance, prodigalités, dérivation de la haine envers d'autres,
- f) de percevoir l'attente du corps social par rapport aux décisions à prendre : quels sont ses désirs, ses exigences contradictoires, quelles sont les significations imaginaires auxquelles il attache de l'importance,
- g) d'inscrire et de projeter son action dans le temps tout en tenant compte de la temporalité différenciée des acteurs sociaux.

J'évoquerai rapidement trois modèles antérieurs aux temps actuels :

- a) le devoir de parole et la recherche de l'unanimité dans les sociétés archaïques,
- b) la démocratie directe dans l'Athènes du V<sup>e</sup> siècle,
- c) la monarchie absolue du temps de Louis XIV,

avant d'envisager l'émergence de la conception moderne du pouvoir en Occident, la démocratie programmée, le régime dictatorial, le régime totalitaire et l'Etat « *schizophrène* ».

### a) Le devoir de parole et la recherche de l'unanimité dans les sociétés archaïques

Dans les sociétés Tupi-guarani et Guayaki étudiées par P. Clastres <sup>(1)</sup> ou encore chez les Nambikvara de Levi-Strauss <sup>(2)</sup> ou chez les Canaques de M. Leenhardt <sup>(3)</sup>, il n'existe pas de pouvoir séparé, il n'y a pas de lieu spécifique du politique : le chef, car il en existe un, ne possède que le « *devoir de parole* », il ne possède pas de droit de donner des ordres, plus encore il ne peut exercer le moindre pouvoir. Il a simplement (mais c'est essentiel) l'obligation d'être non celui qui crée la loi, mais celui qui rappelle inlassablement la parole des ancêtres (la loi que les fondateurs mythiques ont prononcée et qui fait de tous les membres de la tribu des frères devant vivre en communauté suivant les préceptes de la loi, autrement dit sans déterrer entre eux la hache de guerre), et qui doit s'assurer que toutes les actions accomplies se situent dans le prolongement de ce qui a été énoncé une fois et à tout jamais comme étant le modèle à respecter et à adopter.

Du coup, dans une telle société, aucune innovation n'est possible, tout essai de changement de la part d'un des membres entraîne des mesures de représailles à l'encontre du déviant. La communauté paye sa cohésion de son inertie. Alors que se passe-t-il lorsque des décisions doivent être prises, quelle est l'instance qui a le droit de procéder aux choix politiques ? D'une part, les décisions ne peuvent toucher que des problèmes de la vie quotidienne puisque rien d'essentiel dans la structure de la société ne peut être changé; d'autre part, c'est l'ensemble de la tribu (excepté les femmes et les enfants) qui traitent les problèmes et qui décident. Le groupe institué ainsi se met dans un état d'unanimité. Comme Levi-Strauss l'a évoqué, dans certaines sociétés lorsqu'une décision importante doit être prise, on organise d'abord la veille une sorte de combat rituel « *au cours duquel toutes les vieilles querelles sont liquidées dans des combats plus ou moins simulés. La société commence donc par se purger de tous ses motifs de dissension, et c'est seulement après que le groupe rafraîchi,*

<sup>(1)</sup> P. Clastres, *La société contre l'Etat*, Ed. de Minuit, 1974.

<sup>(2)</sup> Cl. Levi-Strauss, *La vie familiale et sociale des Indiens Nambikwara*, Soc. des Américanistes, 1978.

<sup>(3)</sup> M. Leenhardt, *Do Kamo*, Gallimard, 1947.

rajeuni, ayant éliminé ses dissentiments, est en position de prendre une décision qui pourra être unanime et de manifester ainsi la bonne volonté commune » (4).

Dans ces sociétés donc il n'existe pas d'instance politique séparée, les gouvernants sont les mêmes que les gouvernés. Ils doivent tous se soumettre à une loi extérieure à eux-mêmes, qui garantit la stabilité de la tribu. Cette loi établit l'égalité et l'identité absolues entre tous les membres mâles de la tribu. Elle a pour but de conjurer toute velléité d'introduire des relations inégalitaires. La contrepartie non explicite de cette loi est claire pour chaque membre de la tribu : il ne doit ni se révolter, ni manifester de créativité. La cohésion de cette société comporte deux autres contreparties :

- 1) Une séparation extrême entre la communauté des frères et les groupes pouvant exister alentour, toujours perçus comme expressifs d'une altérité radicale. Le « *sauvage* » est un guerrier et les relations qu'il peut nouer avec les communautés étrangères ont un caractère agonistique. Certes il peut entrer avec elles dans des relations d'échanges généralisés, il n'empêche que le système de don et contre-don est toujours empreint d'une violence plus ou moins cachée car chacun des donateurs essaie de mettre l'autre « à l'ombre de son nom » et donc d'exercer sur lui un pouvoir plus ou moins absolu. La paix à l'intérieur se paye par la guerre ouverte ou la guerre larvée avec les autres groupes.
- 2) Une séparation entre le monde constitué par les adultes mâles de la communauté et celui incluant les femmes et les enfants ; les enfants non encore initiés et donc non encore intégrés à la communauté, restant un corps dangereux, susceptible d'apporter le désordre et de vouloir la mort des pères. Quant aux femmes, symbole, peut-être plus encore que les membres des autres communautés, d'une altérité irréductible, et perçues comme faisant plus partie de la nature débordante que de la culture, elles sont placées dans une situation de soumission totale.

Aussi la **démocratie** des adultes mâles des sociétés archaïques implique le conformisme, la domination exercée sur les femmes et les enfants, la violence guerrière. Les sociétés archaïques ne sont pas, contrairement aux légendes, des sociétés idylliques.

## **b) La démocratie directe dans l'Athènes du V<sup>e</sup> siècle (5)**

Cette société se pose explicitement le problème du pouvoir politique. Elle le pose d'abord en tant qu'elle est la première société à inventer la réflexion philosophique c'est-à-dire à énoncer les questions fondamentales : quel est ce monde où nous vivons, comment pouvons-nous le penser, comment pouvons-nous le diriger et non pas être ballottés par les forces (amour et lutte) qui le parcourent et qui nous traversent. Pour les Grecs, bien que les Dieux existent, bien qu'ils soient les garants de l'existence de la cité et des hommes qui y résident, ils n'édicte pas un système de lois rigides régissant la vie des hommes et donnant un sens préétabli à leurs actions. Au contraire, ils aident les hommes à l'édification de leur structure de vie, ils reçoivent leurs offrandes et en échange ils les couvrent de bienfaits, ils participent à la vie du peuple. Ce sont donc des Dieux immanents, soumis comme les hommes à l'ubris et à la volonté de justice. Comme tels ils permettent aux hommes de penser leur existence dans l'immanence et non d'être soumis à un ordre transcendant.

Ainsi le peuple, s'il doit révéler les Dieux, sait qu'il doit se conduire tout seul et sait qu'il peut faire preuve de toute la créativité qu'il est en mesure d'exprimer. Alors le demos (à l'exclusion certes des esclaves mais qui peuvent jouer le rôle de techniciens), en tant que peuple tout entier (c'est-à-dire comprenant non seulement les classes instruites, mais les paysans, les boutiquiers et les artisans) va-t-il prendre des décisions en assemblée souveraine (dans l'*ecclesia*) où chacun a le droit de prendre la parole, où chaque voix pèse le même poids, où chacun est tenu de parler avec franchise et où chacun est libre d'assister ou non. Il n'existe dans un tel cas ni bureaucratie ni fonctionnaires. Les tâches du gouvernement (car il n'est pas possible que le demos rassemblé en *ecclesia* soit convoqué pour tout problème) sont réparties en un grand nombre de charges annuelles et un conseil de cinq cents membres, tous choisis par tirage au sort ou par rotation (et non élus) pour une durée limitée de une ou deux années. Le peuple désigne donc cette manière des magistrats, mais il ne se donne pas de représentants. Lorsqu'il a besoin de spécialistes, de techniciens, il les élit en choisissant les personnes les plus compétentes. Mais s'ils défont (et seuls les utilisateurs peuvent le dire) ils seront remplacés. De toutes façons ils ne dirigent pas, ils sont consultés et ils ne doivent pas outrepasser leurs droits.

Ainsi les Grecs n'ont pas l'idée ni d'un Etat ni naturellement d'un appareil d'Etat c'est-à-dire d'une institution séparée du corps des citoyens. « *La polis est une communauté et non un Etat* » (6). Ainsi la société athénienne nous rappelle, avec insistance, quel est l'enjeu essentiel des rapports sociaux : qui a le pouvoir de décider, qui a le droit de juger. Et ce qu'elle nous apprend : à savoir que tout le monde a le droit de parler et de décider et que l'évaluation des individus et de leurs actions est une évaluation prononcée non par des supérieurs mais par l'ensemble des égaux (le demos), que le pouvoir ne peut être monopolisé, sacralisé, transmis héréditairement ou par le jeu de la cooptation, qu'il ne peut être possédé par une couche de bureaucrates, nous fait sentir que nous avons affaire à un mouvement sans fin et non finalisé, à une institution et à une instauration continue de la communauté par elle-même. Certes, le groupe peut se tromper. Mais s'il se trompe c'est après avoir envisagé les différents éléments du problème, agité les arguments, analysé son fonctionnement, travaillé sur et à partir des conduites de chacun, après s'être transformé lui-même (et les individus qui le composent) dans ce travail relationnel, après que chacun ait fait acte de parole et contribué non seulement à la solution du problème mais à la création continue du groupe par lui-même. Il peut certes céder à l'ubris mais c'est parce qu'il peut décider qu'il peut se laisser emporter par la passion, la réflexion étant toujours innervée par la violence pulsionnelle et ne pouvant exister sans elle. Effectivement « *une société politique authentique, où la discussion et les débats sont une technique essentielle est une société pleine de risques* » (7).

Pourtant une telle société, où aux dires de Protagoras, tous les hommes possèdent la *politiké techné* (l'art du jugement politique) justifia la guerre car celle-ci permettait de « *devenir maîtres de ceux qui méritent d'être réduits en esclavage* » (Aristote). Pourtant cette même société exclua les femmes de la vie politique. Certes certains discours (et ceux de Protagoras en particulier) n'établissent pas de distinction quant à la présence du jugement politique entre les hommes, les femmes et les esclaves. Ils indiquent simplement (mais il ne s'agit pas d'une maigre conquête) que si la démocratie athénienne excluait les femmes et les esclaves, la philosophie la plus avancée pouvait, par contre, les intégrer déjà dans le monde des hommes. Si la réalité est en retard sur la pensée, la possibilité d'un tel discours, même extrêmement minoritaire, est déjà le signe que ce qui est exclu peut faire retour, que ce qui est « *machine* » peut devenir humain.

(4) G. Charbonnier, *Entretien avec Cl. Levi-Strauss*, Julliard, 1961.

(5) Cf. M.I. Finley, *Démocratie antique et démocratie moderne*, P.B.P., 1976, C. Castoriadis, « La polis grecque et la création de la démocratie », in *Domaines de l'homme*, Seuil, 1986.

(6) C. Castoriadis, op. cit.

(7) M.I. Finley, op. cit.

Sociétés archaïques comme société grecque ne peuvent nous servir de référence directe car ce sont des sociétés restreintes « face-à-face ». Pourtant leur manière de conjurer l'institution d'un pouvoir séparé nous aide à réinterpréter notre soumission actuelle à l'Etat et à nous interroger sur le développement de la professionnalisation gouvernementale auquel nous assistons chaque jour.

### c) La monarchie absolue du temps de Louis XIV

Aussi nous faut-il nous tourner vers des sociétés plus proches des nôtres pour essayer de comprendre comment elles ont tenté de réaliser ce corps parfait ou tout au moins harmonieux qui constitue le rêve impossible qui hante toute société.

Ce sont les royaumes anglais et français de l'Ancien Régime (et en particulier la royauté française telle qu'elle s'est épanouie sous Louis XIV) qui serviront de points d'ancrage à mon propos. Elles avaient toutes deux tenté de fournir une représentation de la collectivité en tant que corps unifié, par l'invention de la fiction juridique du « *double corps du roi* » comme l'a montré l'historien Kantorowicz<sup>(8)</sup>. Le Corps du roi, comme tout corps humain, dégénère et meurt. Pourtant à côté et au-delà du corps réel du roi apparaît un autre corps qui revêt pour la communauté une importance bien plus grande, un corps symbolique. Ce corps symbolique réunit en lui trois attributs : d'être le représentant terrestre de Dieu, d'être le garant de la loi, d'être le principe des ordres qui rendent possible le gouvernement de la nation. Corps-Dieu, Corps-Loi, Corps-Politique, le roi incarne en lui la maintenance d'une collectivité liée au cosmos, qui vit sous l'égide de la légitimité et non sous celle de l'arbitraire.

Les sociétés de l'Ancien Régime se donnaient ainsi une unité fondamentale au travers de la référence à un ordre transcendant incarné non dans un individu spécifique mais dans une lignée ayant un fondement légitime. Ce faisant, elles tendaient à mettre un terme à la réflexion sur l'origine violente du pouvoir et sur les raisons présidant à la transformation d'un homme né libre en un homme « *partout dans les fers* » (Rousseau) qui avait commencé à la Renaissance. Non certes que durant les premiers siècles du christianisme et du Moyen Age aucun discours n'ait été tenu sur le gouvernement de la cité. Mais ce n'est qu'à la Renaissance qu'une investigation politique fouillant les mécanismes réels du pouvoir prend son essor librement. C'est à cette époque, comme l'a montré Cl. Lefort, « *à Florence en particulier - que naissent des sociétés d'un type nouveau, des sociétés qui s'unifient, se circonscrivent en fonction de la commune appartenance des hommes à un territoire, conquièrent leur identité nationale, font preuve de leurs divisions internes dans le même espace symbolique, enfin s'ordonnent sous l'effet d'un pouvoir d'Etat, instance de la contrainte généralisée et foyer ultime de légitimité dont l'apparition bouleverse toutes les données de la tradition* »<sup>(9)</sup>.

C'est à cette même époque, celle donc où émerge l'idée neuve de l'Etat, que surgit également celle de révolution. Et ce n'est pas un hasard puisque la révolution implique la notion de rupture entre l'ancien (le temps souillé où ne s'est exprimé que l'irrationnel et l'arbitraire sinon le mal et le despotisme) et le nouveau (le temps régénéré, le monde illuminé par les lumières de la raison où les hommes vivent sous l'égide de lois justes et recherchent le bon et le bien). Les nouvelles formes de l'Etat (l'Etat devenu l'instance transcendante de la contrainte légitime et l'image du corps unifié qui tendent à absorber en elles la société civile), qui apparaissent à cette époque, autorisaient de voir dans l'Etat nouveau ainsi créé d'une part un élément de rupture par rapport aux formes antérieures, et la promesse d'un avenir meilleur, d'autre part une fondation historique qui pouvant venir au monde, pouvait tout aussi bien être détruite. D'un seul coup donc à la Renaissance perçait l'Etat moderne avec son appareil et naissait le désir de contestation et de mise à bas de l'Etat.

Les sociétés d'Ancien Régime eurent donc pour obsession de maintenir et de donner consistance à cet artefact grandiose mais aussi d'exorciser les menaces pesant sur lui. La fonction juridique du double corps du Roi - qui implique que toucher au Roi signifie mettre en cause l'ordre de Dieu (la loi céleste) et l'ordre de la nation (les lois humaines) - devait permettre d'asseoir l'Etat et de le rendre incontestable. Lorsque Louis XIV proclame : « *L'Etat c'est moi* », il exprime l'essence même de l'Etat nouveau. Pour que la fiction informe la réalité il n'y avait plus qu'à mettre au point les mécanismes administratifs de fonctionnement. La centralisation, le pouvoir despotique des fonctionnaires, la disparition de toute vie locale réelle, la multiplicité des places, la vénalité des offices, la disparition de toute influence de la noblesse, tout se faisant par le Conseil du Roi ou l'intendant, l'intervention de l'Etat directement dans la vie économique avec le colbertisme, eurent pour but de prendre le territoire et les sujets dans des mailles extraordinairement serrées et d'empêcher tout mouvement de révolte.

Pourtant une fiction juridique et des mécanismes administratifs ne peuvent suffire à consolider une nation et à lui faire accepter l'appareil d'Etat tentaculaire qui se met en place. Il est nécessaire aussi (et peut-être principalement) de susciter l'amour du peuple pour son roi. Freud nous a fait comprendre que tout leader pour jouer un rôle central dans la constitution du groupe devait prononcer un discours d'amour à son égard et le prendre dans les rets d'une relation libidinale de type quasi hypnotique, une telle relation étant la condition indispensable pour capter l'amour de ses sujets à son endroit.

Louis XIV, aidé par son entourage, a suivi spontanément un tel programme. Les grandes fêtes baroques qu'il multiplie visent à constituer un dispositif libidinal hautement élaboré. Les jours festifs, comme l'a souligné P. Ansart, « *La rue s'organise selon le rêve monarchique, chacun étant à sa place et proclamant son appartenance au corps symbolique du roi, les corps sociaux se déplaçant dans une totale harmonie, entourant et plaçant le roi au centre de l'univers social* »<sup>(10)</sup>. Mais Louis XIV va plus loin. Son but est de séduire constamment les différents corps sociaux qui forment la nation. Pour cela, une véritable politique culturelle va être mise en oeuvre. « *Elle tend à rassembler les moyens d'inculquer essentiellement l'amour du roi et de la monarchie. Tous les arts doivent dire la gloire du roi, doivent rappeler l'amour dû au prince. Le roi est au centre des plaisirs. Il symbolise la richesse nationale mais on attend de lui qu'il dispense cette richesse plus qu'il ne la consomme* »<sup>(11)</sup>. Le roi doit être la générosité même. Le roi sait (et il l'écrit dans ses mémoires) qu'il lui faut « *toucher les nobles et les charmer* », « *plaire à ses sujets* » et « *tenir leurs esprits et leurs coeurs* ». C'est donc en édifiant des rituels affectifs, mettant en oeuvre et entretenant les passions qu'il peut espérer, à bon droit, contrôler les comportements, susciter et renouveler l'obéissance. La dimension passionnelle de la vie devient une dimension essentielle du Politique. Qui ne sait jouer des passions, éblouir par l'éclat, émouvoir les foules en transformant la scène politique en un grand théâtre et en fin de compte provoquer l'amour pour le roi et pour l'Etat ne peut prétendre à diriger le peuple, Louis XIV le sait; c'est pourquoi il met en application le précepte : « *Qu'on ne me parle de rien qui soit petit* », et il surgit comme le maître des illusions et le grand ordonnateur de l'érotisation, de la domination et de la soumission. De l'amour est demandé, de l'amour va faire retour.

<sup>(8)</sup> E. Kantorowicz, *The King's two Bodies*, Princeton, 1957.

<sup>(9)</sup> Cl. Lefort, « La question de la révolution », in *Esprit*, septembre 1976.

<sup>(10)</sup> P. Ansart, *La gestion des passions politiques*, L'âge d'homme, 1983.

<sup>(11)</sup> P. Ansart, op. cit.

Ainsi s'institue une forme de société, où le pouvoir légitime garanti par un ordre transcendant, se veut et s'énonce absolu. D'un côté le roi et son entourage incarnant l'Etat, propriétaire du pouvoir, monopolisant les décisions, de l'autre les corps sociaux, obéissant aux ordres et placés dans une situation de dépendance amoureuse vis-à-vis de leur monarque.

#### d) Les temps modernes

Entrons maintenant dans les temps modernes qui trouvent leur moment inaugural dans la révolution française. La révolution va d'une part parachever ce mouvement de montée de l'Etat en tant qu'instance séparée, d'autre part instaurer un nouvel ordre au travers d'un acte qui bouleverse les fondations réelle et mythique des nations : la mise à mort du roi. En procédant à l'exécution de Louis XVI, les révolutionnaires n'abattent ni une personne ni même un symbole. Ils édifient pour la première fois dans l'histoire des grandes nations une société sans garant transcendant : une société de l'immanence. Comme l'écrit P. Klossowski : « *La souveraineté populaire est née du parricide, elle se fonde sur la mise à mort du Roi, simulacre du meurtre de Dieu. La fraternité révolutionnaire était donc réelle pour autant qu'elle était scellée par le parricide royal* » (12).

Par ce meurtre inaugural des temps modernes, les révolutionnaires proclament que les hommes peuvent établir entre eux un pacte social durable sans avoir besoin d'être ou de se croire les descendants d'un père sacré, représentant à la fois de Dieu sur terre (le corps de Dieu) et de la volonté de la nation (le corps politique), et cristallisant en lui tous les pouvoirs. Ils déclarent possible une existence sans religion, sans emblèmes idéalisés, sous l'égide des lumières de la seule Raison qui fait de tous les êtres des individus libres et égaux et sous le mode de la fraternité. Il revivent ainsi, sans le savoir, le moment décrit par Freud (13) de l'association des frères consécutif à la destruction de l'omnipotent. Mais à la différence des premiers conjurés, ils n'idéalisent pas le Père tué et ils forgent des institutions donnant à chacun la place de Dieu (*homo homini Deus*) et au peuple la place du Roi. Pourtant, alors qu'ils croyaient pouvoir vivre sans croyance sauf en celle de leur propre capacité collective à avancer dans la voie du progrès, ils vont inventer au cours d'un long processus inconscient de nouveaux sacrés, d'une part la Nation et son appareil de fonctionnement l'Etat, d'autre part la Raison et son champ d'application immédiat, la vie économique et son ressort essentiel : l'argent. Ce mouvement de création de nouveaux sacrés ne va pas être perçu immédiatement. Au contraire les hommes auront le sentiment de se situer dans l'immanence, autrement dit d'être en mesure d'inventer de nouvelles formes de sociabilité et de vie, en suivant leur seule volonté comme leur seul désir et d'être capables de décider, tous ensemble et à chaque moment, des orientations à donner à leurs institutions. Ce n'est que bien plus tard qu'ils commenceront à se rendre compte de la tyrannie que peuvent exercer sur eux ces fétiches, dans lesquels ils ont mis toute leur âme, l'argent et l'Etat.

Avec le régime démocratique les hommes ne sont pas à la fin de l'histoire. Au contraire ils entrent dans un monde gouverné par l'**historicité**. En effet, à partir de l'instant où chacun se pense comme être dirigé par la seule raison, et comme individu conscient et volontaire, il peut être tenté de faire prévaloir ses opinions et ses désirs sur ceux des autres qui ne sont pas plus légitimés que les siens ; à partir de l'heure où les hiérarchies instituées se délitent, où les hommes deviennent des frères égaux appliquant la rationalité à la vie des affaires, ils vont entrer dans une compétition économique sans freins et recréer des inégalités cette fois-ci fondées sur la production et la possession des richesses (lorsque les « *ordres sociaux* » disparaissent, apparaissent non pas des sujets autonomes atomisés mais « *les classes sociales* » et « *la lutte des classes* ») ; à partir du moment où le pouvoir n'est plus incarné dans un homme élu par un Dieu, il ne peut l'être que dans des hommes élus par d'autres hommes. S'il n'est pas d'autre choix possible que celui de la démocratie représentative, c'est parce que la démocratie directe du type athénien se révèle impraticable dans de grandes nations. S'ouvre alors l'ère de la lutte pour le pouvoir politique avec ce qu'elle comporte d'éléments de séduction, de fascination, de contrainte et de manipulation. Le combat des hommes trouvera son aliment grâce à la fondation de partis politiques qui s'affronteront sur le marché des votes comme les producteurs le font sur le marché des biens et les travailleurs sur le marché du travail.

La démocratie est le règne du **conflit généralisé** dans un univers régi strictement par des règles de jeu sur lequel tout le monde s'accorde en principe. L'hypothèse sur laquelle elle repose c'est que l'harmonie doit sortir d'un affrontement qui se veut pacifique (au combat doit se substituer la compétition, le débat, le jeu). La « *main invisible* » (A. Smith) du marché amènera le consommateur à choisir le bon produit et l'électeur à donner la victoire au parti politique le plus efficace. L'Etat n'aura qu'un rôle léger : il devra simplement remplir une fonction d'arbitre dans les rares occasions où les dissensions trop vives risqueraient de faire obstacle à la réalisation de l'harmonie souhaitée.

En réalité les choses ne se passeront pas ainsi. Les travailleurs « *libres* » payeront leur liberté de leur exploitation par les possesseurs du capital et seront aliénés dans leur travail, devenu l'alpha et l'oméga de leur vie. Les capitalistes se verront dans l'obligation de créer, de développer des entreprises géantes et d'éliminer leurs concurrents, de crainte d'être éliminés à leur tour. La compétition économique dévoile ainsi son autre visage : celui de la mort. Hegel l'avait bien vu qui parlait de la division du travail, comme **travail mort**, et de l'accumulation des marchandises comme **désir mort**. Freud, plus tard, se rendra compte que l'oeuvre civilisatrice s'accompagne toujours d'un succès sinon du triomphe de la pulsion de mort qui aura su mettre à son service la pulsion de vie.

En voulant acquérir leur autonomie, les hommes développent leur pulsion agressive. Il faut détruire les autres pour ne pas risquer l'être détruit par eux. Cette agressivité tend à transformer tous les êtres humains en **choses**, corvéables et manipulables à merci, non seulement sur le plan économique mais sur tous les plans de la vie sociale. L'exploitation économique se continue par la domination politique, l'aliénation dans le travail par l'aliénation sociale et l'aliénation sexuelle.

La liberté et l'égalité ont accouché sans le savoir et sans le vouloir d'un monde où la violence peut être sans limites, où la mort (physique ou/et psychique) risque d'être la norme. Il est donc indispensable de calmer le jeu. D'autant plus que la violence appelant la violence, les dominés (qui ne peuvent jamais être totalement durablement réifiés) peuvent se révolter et essayer de « *briser leurs chaînes* ». La démocratie, fille de la révolution, est grosse, elle aussi, d'autres révolutions à venir. Le monde de l'immanence est celui de l'instabilité et de la turbulence. Vivre dans l'histoire c'est vivre dans la discorde et le tragique, c'est vivre dans la possibilité de la guerre de tous contre tous.

Alors l'Etat va-t-il devoir accroître son emprise sur cette société conflictuelle, en tentant de favoriser l'adhésion de tous à ses orientations et en incarnant l'homogénéité d'un corps social exposé, à chaque moment, à l'éclatement. Pour remplir un tel rôle, il doit progressivement se transformer en Etat-Providence, en Etat total, ou encore en Etat du peuple entier. Il

(12) P. Klossowski, *Sade, mon prochain*, Seuil, 1947.

(13) S. Freud, *Totem et Tabou*, P.B.P. (1re éd. 1912).

doit se révéler en tant que Sacré essentiel, pour lequel les hommes peuvent sacrifier leur vie, et duquel les hommes attendent tout, le meilleur comme le pire.

Les trois formes de régime politique correspondant aux trois formes d'Etat : Etat du Welfare, Etat total, Etat du peuple tout entier sont la démocratie programmée, la dictature, le régime totalitaire, tous fils plus ou moins illégitimes de la démocratie.

### e) La démocratie programmée

Il faut avant tout nous défaire de l'idée qu'il existe encore quelque part des pays vivant sous de vrais régimes de démocratie libérale tels que le XIXe siècle les a connus. Même dans les sociétés se proclamant libérales à l'heure actuelle - les sociétés qui désirent moins d'Etat - on peut repérer la prédominance d'un appareil d'Etat pléthorique dirigé par des professionnels du pouvoir, ayant besoin pour accomplir leur tâche, de susciter le rassemblement des citoyens autour de leur action et le consensus social. Ils ont tous comme ambition de recréer un corps social sinon totalement unifié du moins évitant les conflits majeurs. Pour qu'une telle volonté commune puisse se manifester, ils doivent enseigner les idéaux, proclamer une idéologie aussi frustrée soit-elle et une application de celle-ci dans le réel et si possible proposer à l'admiration du peuple non des idoles (d'autres régimes le feront) mais au moins des individus auxquels le peuple peut s'identifier. Les vraies démocraties libérales n'ont pas besoin de professionnels du pouvoir, d'un appareil d'Etat complexe et d'une adhésion forte des citoyens. Les régimes de démocratie programmée ne peuvent exister sans ces ingrédients.

La raison en est simple : les Etats démocratiques au XXe siècle ont été contraints de s'intéresser et de s'investir directement (et non pas seulement par le truchement des activités de leurs citoyens) dans la vie économique afin de favoriser le développement national ; ils se sont rendus compte (la crise de 1929 ayant joué le rôle de révélateur et étant devenu le modèle du bouleversement à éviter) qu'une crise économique majeure pouvait entraîner l'effondrement du système démocratique. Etat et argent, les deux sacrés, ont donc fusionné. Actuellement un Etat n'est apte à devenir une puissance reconnue que s'il fait preuve de dynamisme économique. En conséquence, il est - qu'il le désire ou non - dans une situation de guerre économique contre les autres Etats et il se doit de devenir le plus performant dans le maximum de domaines. Des « amateurs », simples élus du peuple, aussi brillants soient-ils ne peuvent prétendre le conduire. Seuls le peuvent des hommes qui manifestent une compétence de direction (ou qui ont pu s'entourer des experts les plus habiles) et qui ont la mainmise sur une machine administrative assumée par les techniciens. Ces hommes s'occupent, comme le prophétisait au siècle dernier Saint-Simon, de moins en moins du « *gouvernement des hommes* » et de plus en plus de l'« *administration des choses* ». Ils ont pour seul but la réussite, ils vivent la passion du pouvoir au point de fétichiser celui-ci et se placent dans une position perverse car ils sont mus par le phantasme de maîtrise totale des êtres et des choses ; ils pensent être en situation, grâce aux lumières de la raison, de connaître les rouages intimes du social et de l'individu. C'est pourquoi ils exigeront le pouvoir absolu que leur confère leur savoir et le maniement de méthodes sophistiquées de gestion, afin de faire en même temps que leur propre bonheur celui de l'ensemble des citoyens considérés comme incapables d'accéder à leurs propres désirs et de les exprimer valablement.

Mais de tels pervers, s'ils se comportent comme de purs technocrates gérant le développement économique et social et favorisant la modernisation ne peuvent susciter que l'indifférence des foules. Pendant un certain temps les politologues suivant les préceptes de J. Schumpeter (« *Ce sont les dirigeants des partis politiques qui décident et non le peuple* ») se sont félicités de « *l'apathie politique des masses* » qui devait faciliter la prise de décision techniquement bien fondée par des professionnels de la politique, jugés comme des personnes neutres et bienveillantes. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Ils se sont rendus compte (et les dirigeants encore plus) qu'une nation, pour être dynamique, devait être mue par un idéal à accomplir favorisant l'adhésion et devait pouvoir « *s'adorer dans la personne d'un seul* » ou encore dans le spectacle qu'elle se donne à elle-même. Aussi a-t-on vu revenir le règne des valeurs : *l'américan way of life*, la nouvelle moralité, la liberté éclairant le monde aux Etats-Unis ; l'amour de la patrie, l'identité française, la modernisation et l'entrée dans le XXIe siècle, le consensus autour de l'entreprise, en France.

Idéaux pauvres peut-être mais idéaux appréhendables par tous. Aussi a-t-on vu surgir un type de leader susceptible de déclencher l'amour et l'identification dont le prototype a été J. F. Kennedy, leader qui exprime son amour de la patrie (« *Je vous aime* » devient le slogan rituel), qui se fait fort d'apporter à son peuple la force et le dynamisme qui lui font cruellement défaut, qui le lave de ses péchés anciens et le revêt d'une nouvelle jeunesse. Et lorsqu'il est difficile de provoquer l'amour, le dirigeant exposé à l'admiration n'apparaissant pas suffisamment plaisant, celui-ci se souvient peut-être des splendeurs de Louis XIV ou d'autres semblables, inventera des spectacles où il mettra en scène sa puissance, celle du peuple, celle de la nation. Le chef d'Etat devient ainsi, comme l'était le monarque absolu, de plus en plus un maître de l'illusion, un metteur en scène de rapports « *hystériques* ». Lorsqu'il ne sera pas possible d'offrir des fêtes, cet homme offrira des actions d'éclat. « *Par un faux éclat vous êtes tout ébloui* », disait Cléonte à Orgon, dans *Tartuffe*. Ce n'est, en effet, que le toc qui trouve preneur sur le marché. Ce sont toujours les discours les plus plats, les mensonges les plus grossiers qui sont les plus écoutés, qui éveillent le plus « *la faculté d'admiration* » (cette passion des individus et des foules, aux dires de Descartes), qui pénètrent le plus profondément. Les peuples ont soif d'éclat, d'actes qui surprennent et non de vérité. Les dirigeants politiques ont compris ce qu'avait perçu Machiavel : à savoir que c'est la simulation et la dissimulation qui sont les conditions de la politique.

Certes, il n'est pas toujours possible de proposer des signes émouvants, de provoquer l'enthousiasme des foules ; ce n'est d'ailleurs pas nécessaire. Au contraire. Il faut maintenir le peuple en suspens, non le mobiliser constamment. Le reste du temps, les citoyens, relativement satisfaits de leurs dirigeants<sup>(14)</sup>, les laisseront vaquer à leurs affaires et s'investiront dans leur vie professionnelle et privée. Ils pourront devenir ainsi les producteurs-consommateurs dont l'Etat a besoin pour réaliser ses fins, identifiés à la patrie et aux corps intermédiaires et prêts à recevoir les bienfaits du souverain. Chaque fois qu'ils risqueront de glisser dans une apathie préjudiciable à la croissance économique, un coup d'éclat, une fête, une commémoration viendront relancer la machine.

Certes, un tel mécanisme connaît quelques grippages. Il n'est pas possible pour une nation de vivre constamment dans un narcissisme de groupe et de former « *une communauté de déni* ». Différentes possibilités s'ouvrent alors : une véritable apathie envahira le corps social qui ne sera plus mobilisable pour aucune action (la « *privatisation* » deviendra la règle et la personnalité narcissique s'épanouira) ; le peuple habitué à être nourri par une bonne mère exigera encore plus et se fractionnera en une série de clans (sinon de gangs) ayant acquis chacun ses avantages et les défendant avec acharnement,

(14) à la condition que la conjoncture économique soit favorable et qu'ils aient le sentiment que les dirigeants font le maximum pour promouvoir à la fois le développement économique et le développement social.

quand il ne demandera pas leur extension ; le peuple, qui se veut cimenté, ne voudra plus intégrer de nouveaux arrivants et les rejettera (qui ne peut pas être pris dans le discours commun n'est pas digne de vivre !) et sera en proie au délire xénophobe ou raciste : il percevra l'aspect illusoire sinon « *clownesque* » de ses dirigeants, tournera ses regards vers des histrions de métier et considérera ses porte-parole comme de mauvais acteurs qui ne méritent que mépris et le sifflet, enfin, *last but not least*, le corps sera secoué de mouvements sociaux violents, la guerre des frères se rallumera et les conflits de groupe et de classe se réveilleront.

En tout état de cause, en une démocratie, quels que soient les efforts des gouvernants et compte tenu que ceux-ci poursuivent leurs propres buts et ne peuvent pas prendre l'ensemble des citoyens dans un mythe commun sauf à de rares moments, l'histoire garde ses droits et le citoyen demeure un être imprévisible. On peut essayer de « *purger les esprits par le spectacle* » (Machiavel), mais personne ne peut monter un spectacle suffisamment attrayant pour que chaque citoyen devienne le gogo cher à Barnum, prêt à être capté dans le cérémonial proposé.

## f) Le régime dictatorial

Ce régime vise à établir le règne de l'Etat total. L'Etat accède au statut de sacré unique auquel chaque être est lié par une dette de reconnaissance infinie. Tout vient de l'Etat, aucune réalité ne lui est extérieure et tout doit y revenir. Le sujet privé n'existe plus, il n'est de place que pour l'individu en proie à l'adoration de l'Etat, adhérant aux valeurs qu'il proclame, prêt à faire passer le salut de l'Etat avant le sien propre et donc à se sacrifier pour lui si telle est son exigence. Aucune déviance, aucune tiédeur ne sont tolérées. Souvenons-nous des phrases d'un des membres de la Junte militaire en Argentine au moment de la grande répression : « *Nous tuerons d'abord tous les subversifs, ensuite ceux qui collaborent avec eux, ensuite les sympathisants, ensuite les indifférents, et, en fin de compte, les timides* ». Ainsi l'Etat tend-t-il à absorber entièrement la société civile.

Pour qu'une telle occurrence se produise, différentes conditions doivent être réunies :

- 1) Il faut que le chaos menace. Plusieurs causes sont possibles : le pays a subi une défaite militaire insupportable (cas de l'Allemagne en 1918), il n'a pas obtenu d'une victoire les résultats escomptés, il est soumis à une crise économique de première grandeur, ou encore il est en butte à une guerre civile larvée ou ouverte (cas des dictatures sud-américaines). La dictature n'apparaît donc que lorsque le tissu social est en train de s'effriter et que le régime démocratique s'avère incapable de redonner la moindre cohésion à l'ensemble national.
- 2) Il faut que face à cette situation, les dirigeants de l'Etat décident de congédier la démocratie et de restaurer un ordre moral ancien considéré comme seul acceptable. Les chefs vont décréter la nécessité d'un retour à l'origine. Ils se référeront à un mythe fondateur ou à un passé glorieux (ou aux deux simultanément) et manifesteront le désir et la volonté de transformer ce mythe moteur en réalité sociale. Il s'agit donc de concrétiser l'union de tout un peuple autour d'une mission salvatrice qui doit autant favoriser la régénération des êtres que la nouvelle germination du territoire. Le mythe d'origine complété par mythe héroïque en fournissant la réponse unique et définitive à des individus en proie à l'angoisse, éconduit le désespoir et permet à chacun de vivre les illusions de sa toute-puissance infantile dans la toute-puissance reconquise de la nation enfin debout.
- 3) Il faut naturellement que l'Etat soit dirigé par un guide qui incarne le passé, le présent et l'avenir de la nation. Prophète inspiré, toujours quelque peu paranoïaque, il annonce un grand dessein (le retour à la grandeur des temps originaires sans souillure), s'insurge contre le pourrissement du monde et se dresse contre lui. Il se dit envoyé de Dieu ou émissaire de la nature et de ce fait dépositaire de la vérité. Avec lui l'impossible s'efface, le rêve devient réalité. Installé dans l'imaginaire, nouant avec ses fidèles une relation duelle de type hypnotique et fascinateur, niant l'éventualité de tout échec, il soulève et aspire les petits hommes. Il réengendre par sa seule parole et sa seule volonté et en fait une « *race des seigneurs* » ou des « *combattants de la vraie foi* ». Homme ou mythe, il a besoin pour mettre en acte celui-ci d'une organisation solide et d'un rituel précis. Un tel chef charismatique ne peut pour réussir durablement se passer d'une bureaucratie rigoureuse. Le désir d'apocalypse se conjugue paradoxalement peut-être mais nécessairement avec une administration minutieuse. Sans elle, sans un parti unique, le citoyen ne pourrait pas être encadré à chaque instant, craindre d'être dénoncé pour sa mollesse et serait susceptible de s'interroger sur le bien fondé de ce qu'il voit.
- 4) Une dictature ne peut exister sans proclamer la guerre à outrance contre les ennemis de l'intérieur comme contre les ennemis de l'extérieur. Des persécuteurs l'entourent et l'Etat doit se défendre contre eux. Une dictature ne s'avoue jamais conquérante : elle parle toujours au nom du droit et de la défense (l'Union soviétique sous Staline devait lutter contre « *l'encercllement capitaliste* », l'Iran de Khomeiny devait combattre « *le grand Satan* »). Dénégation parfois, la plupart du temps clivage et forclusion sont les mécanismes centraux utilisés par l'Etat.
- 5) Enfin, une dictature doit réussir : elle doit museler ses ennemis, conquérir des territoires, favoriser la puissance économique. En un mot permettre à la nation de diriger le monde ou tout au moins une partie de celui-ci. Une dictature est donc un régime instable par définition : en voulant réaliser **l'essence de l'Etat**, autrement dit sa faculté d'emprise totale sur les citoyens qui disparaissent aussi en tant qu'êtres autonomes et désirants et qui fusionnent dans l'Un constitué par le chef, incarnation du mythe national, elle se condamne à devoir toujours les mobiliser et à les contraindre à aller de victoire en victoire.

Mais un tel projet, toujours particulariste, lié à une nation profondément élitiste, engendre nécessairement des résistances à l'intérieur comme à l'extérieur, oblige les sujets à des sacrifices toujours plus nombreux et ne peut plus les dédommager convenablement de ceux-ci. Un jour vient où la victoire change de camp, où les sujets se réveillent de leur rêve de toute-puissance, où ils considèrent leur sacrifice comme inutile. L'Etat moral, cauchemar engendré peut-être par la seule pulsion de mort, s'achève dans l'apocalypse. Il a cru favoriser la liaison, il n'a pu que donner toute leur place aux forces de déliaison qui, en fait, étaient à l'origine de sa mise en place. Le pire n'est donc pas toujours sûr. De plus certains Etats dictatoriaux ne pouvant être des Etats par et pour la guerre, seront obligés compte tenu de leur entourage international, d'évoluer, sereinement ou dramatiquement vers des régimes à coloration démocratique. Lorsqu'il n'est pas possible de faire la guerre à l'extérieur, seul le peuple est opprimé. Or, comme nous l'a appris Machiavel, si les peuples ne désirent pas toujours la liberté, ils ne veulent pas être opprimés. Certes, la servitude volontaire existe. Mais les peuples n'acceptent d'être opprimés que par un tyran se plaçant comme étant, dans le réel, omnipotent et omniscient. Le tyran développe alors une terreur sacrée et de ce fait une admiration, une dévotion sans bornes car il représente celui qui ose accomplir ce que personne n'oserait même penser : se situer dans l'excès, la souveraineté, l'extraordinaire. Ainsi il sort du règne des mortels et s'égale à un Dieu. Mais lorsque le dictateur ne peut montrer sa force à l'extérieur, lorsqu'il ne peut plus faire que gérer la violence quotidienne afin de se maintenir au pouvoir envers et contre tout, il ne peut plus être perçu comme un Dieu, mais comme un vieillard stérile, une relique ou un monstre à éliminer. Un tyran peut donc régner un certain temps, il doit un jour laisser sa place.

## g) Le régime totalitaire

Si la dictature a pour but d'intégrer la société civile et le citoyen dans l'Etat, le régime totalitaire a quant à lui comme visée de faire de l'Etat le **représentant** du peuple tout entier, sans division originaires et sans conflit, du peuple « *en fusion* », autrement dit il a pour ambition de réaliser l'idéal de la démocratie athénienne, de faire en sorte que la polis soit gérée par le demos (cette fois-ci au complet, sans esclaves) mais en introduisant l'élément culturel de la démocratie moderne : la représentation, telle qu'elle a été conçue en Angleterre et en France. L'artefact hybride ainsi créé se révèle quelque peu monstrueux : c'est le régime totalitaire

Un tel régime pose de dépassement et la fin du conflit de classes. Une fois les moyens de production devenus propriété publique, une fois la classe ouvrière, porteuse de l'universel et exprimant l'essence d'un peuple-un, au pouvoir, les antagonismes fondamentaux disparaissent (même si pendant un certain temps il s'avère nécessaire de combattre les derniers soutiens de l'ancienne classe dirigeante qui veulent restaurer leur pouvoir). Ce sont des frères égaux qui gouvernent ensemble et qui expriment leur volonté collective. Ils sont guidés dans leur action par la théorie scientifique de l'histoire. Certes, pour les « *incroyants* » cette théorie n'est qu'une idéologie incarnée dans des porte-parole. Mais pour les « *séquestrés* » de cette croyance il s'agit de la **vérité**. Cette vérité leur permet de décider du bien et du mal. Sera qualifié de mal tout ce qui permet de douter de l'unification du peuple, sera considéré comme bien tout ce qui favorise cette unification.

Une telle unification s'étend comme une uniformisation, une homogénéisation. Un déviant n'est pas concevable logiquement. Il ne peut qu'être fou ou agent de l'ennemi. Aucune pensée personnelle n'est admissible puisque le monde a déjà été **pensé**. Seules restent à prendre les mesures d'application.

Un peuple-un doit être symbolisé par un parti unique qui élit à sa tête le meilleur des frères. Contrairement à la dictature qui ne peut se concevoir sans la figure du dictateur, homme providentiel, bien qu'au début de la mise en place du régime totalitaire les personnalités dirigeantes aient été des personnalités charismatiques (Lénine, Staline, Mao), le régime totalitaire peut s'instaurer et perdurer en l'absence d'individus exceptionnels. Il a besoin simplement de celui qui a fait le mieux son chemin à l'intérieur de la machine du parti et qui donc a fait preuve de conformité à la ligne défendue par le parti. Si ce dernier est capable de surcroît d'avoir du charme, de toucher la foule, de se faire aimer, tant mieux. Dans un tel cas d'ailleurs Dictateur et Dirigeant totalitaire se ressembleront, devenant non seulement des porteurs d'idéaux mais de véritables idoles.

Mais le régime totalitaire ne vit pas d'enthousiasme éphémère, il se construit dans la durée. Il n'exige pas de fêtes éblouissantes et surprenantes, les commémorations rituelles où il met en scène la force du peuple lui suffisent. Il ne veut pas entreprendre de guerre, il veut exporter son idéologie. Il n'aime pas la victoire et les cris d'enthousiasme, il aime la domination tranquille et systématique. Il réduit au minimum les signes émouvants, il se préoccupe peu de susciter l'amour. Il exige simplement la bonne volonté des personnes à l'intérieur d'un système bureaucratique totalement développé (Castoriadis). En effet, l'Etat et le peuple ne faisant qu'un, réalisant un corps plein, sans failles, l'Etat doit s'occuper de tout, de la vie privée comme de la vie publique du citoyen, de la vie économique comme de la vie politique.

Le résultat est l'édification d'une société de massification, où la dissidence, la non-adhésion, la débrouillardise, l'apathie sont la règle. La pérennité des régimes totalitaires est due à la conviction que rien ne peut être changé. Chaque citoyen sait donc intimement que s'il se conforme, au moins extérieurement, il peut avoir sa place et trouver des avantages dans ce régime. Naturellement certains ont plus de chances d'accéder aux postes importants et aux privilèges attachés à ces postes. Ils formeront une « *nomenklatura* ». Le peuple sait (Zinoviev l'a bien montré) que les dirigeants disent ce qu'ils veulent bien dire, que la loi peut ne pas être appliquée ou qu'elle peut changer à volonté, que les représentants se cooptent, que la lutte pour le pouvoir est violente au sein de l'appareil. Mais il se désintéresse de ce sur quoi il ne peut intervenir. Après tout, s'il ne se sent pas directement opprimé, s'il estime que l'Etat lui laisse une certaine liberté dans la gestion de sa vie privée, il n'en demande pas plus. Un tel régime, héritier du despotisme oriental, de l'esclavage généralisé, forme sociale où la majorité est soumise à la volonté de quelques-uns, plus le temps passe et plus il perd de son tranchant. A un totalitarisme dur (proche de la dictature du temps de Staline et de Mao) qui se référait à une vérité incontestable, succède un totalitarisme mou, développant une idéologie à laquelle plus grand monde ne croit, exigeant peu des citoyens et leur accordant peu. D'un côté les dirigeants, et d'un autre côté le peuple, tout cela sous l'égide de la fiction de l'union du peuple et de ses représentants. Mais si le pouvoir demande peu, en termes de comportements dynamiques, il demande beaucoup en termes de conformité et de grisaille. La vérité s'est transformée en idéologie, l'idéologie en pur contrôle socio-politique. Nous avons affaire ici à une société où la pulsion de mort sous son visage de compulsion à la répétition et à l'homogénéisation a pris une place prépondérante même si son travail est silencieux. « *Les chaînes de humanité torturée sont faites en papier de ministère* » écrivait Kafka.

Pourtant il faut bien voir qu'un tel régime, même s'il peut se perpétuer, est miné de l'intérieur. Quand les peuples ne croient plus, ils désirent la richesse ou tout au moins l'aisance et la corruption ou le travail au noir peuvent s'installer. Ils désirent oublier et l'alcoolisme prend des proportions gigantesques, ils n'ont pas de raison de bien travailler et ils se désintéressent de leur travail quand ils ne le sabotent pas consciemment. Les gouvernants qui se désintéressent trop du peuple engendrent des peuples qui se désintéressent de la nation. Ainsi une société pourrait sur pied et peut parvenir à l'implosion (cas de l'Union soviétique).

## h) L'Etat « schizophrène »

Est-il possible de conclure ? L'art du gouvernement semble de plus en plus aux mains de professionnels. L'Etat s'éloigne chaque jour, dans tous les régimes, du citoyen. Les mythes ne parviennent à cimenter le corps social que rarement et la plupart du temps (l'exemple des dictatures le montre) en plaçant les sujets dans un état de sidération et d'aliénation, les idéologies sont pauvres ou sont devenues de purs moyens de contrôle. Le cynisme est partout, la possibilité d'indifférence également. Lorsque les sociétés ne sont plus portées par des utopies fortes, il ne reste plus de place que pour des stratégies ponctuelles.

Nos sociétés modernes, gérées par les Etats tentaculaires deviennent ainsi des sociétés tristes et des sociétés de simulacre. En tant que telles elles sont vraisemblablement en train de creuser leur propre tombe. En effet, au fur et à mesure que l'Etat croît, il est obligé de multiplier les domaines de surveillance. Or plus les contrôles deviennent nombreux, plus les zones de flou et d'incertitude tendent à augmenter. Les citoyens essaient d'utiliser la zone de liberté qu'ils possèdent, aussi minime soit-elle, pour déjouer la mainmise de l'Etat, pour contourner les règles, et si possible les transgresser. Plus l'Etat développe ses domaines de compétence et ses activités, plus il est pris dans le phantasme de la maîtrise totale, et moins il montre de capacité à obtenir des résultats par ces activités. En effet, les décisions qu'il a à prendre deviennent de

plus en plus complexes, faisant intervenir un plus grand nombre de variables et d'avis, finissent par être prises (il faut un jour finir par choisir) dans la précipitation et sous la pression des groupes d'intérêts ou des derniers experts.

En agissant dans tous les champs de la vie sociale, l'Etat habitue les citoyens à attendre son intervention. Aussi, même lorsque ceux-ci disent à haute voix le contraire ils exigent que l'Etat règle tous les problèmes et lorsqu'il se montre incapable de les résoudre lui en veulent en le rejetant. L'Etat a mis en marche une machine qu'il ne contrôle plus : les dépenses augmentent, les demandes les plus contradictoires l'assaillent, les divers groupes mus par des intérêts particuliers poussent leurs pions. L'Etat qui a voulu constituer un corps unifié assiste à la fragmentation sinon à la destruction du lien social.

En devenant de plus en plus cynique et spectaculaire, ceci du moins dans nos démocraties, le pouvoir perd de sa crédibilité et suscite de moins en moins d'adhésion. Tout le monde sait qu'un homme politique peut faire état d'opinions qu'il démentira dans son action. Il est d'ailleurs contraint à procéder ainsi. Obligé constamment d'expliquer sa politique (sauf dans les dictatures), de réagir instantanément à tout événement, il est à la merci du moindre lapsus et il ne peut, à long terme, que se contredire. De plus, sa parole une fois dite, étant décortiquée, interprétée, critiquée, finit par le piéger. Il ne peut plus s'y reconnaître et pourtant il y est condamné. Le minimum de distance et de secret que l'homme politique pouvait maintenir, dans le temps, n'est plus possible à l'époque de la radio et la télévision. Pour se protéger contre cette intrusion constante, il va céder à la tentation de recréer une sphère de secret, qu'il maîtrise d'ailleurs mal. La diplomatie secrète, le développement des services de renseignements et d'espionnage dans nos sociétés en sont les symptômes les plus évidents, et comme le peuple perçoit que les actes les plus importants continuent à lui être masqués, il réagit par l'indifférence et la suspicion généralisée. Il se désintéresse de la chose publique qu'il ne voit plus que comme un pur spectacle. La seule question qui le passionne encore est de savoir qui se cassera les reins le premier. Qui voudrait mourir pour sa patrie sinon ceux qui ne possèdent ni patrie ni Etat.

En devenant de plus en plus monolithique, l'Etat engendre de l'apathie au mieux, de la marginalité, de la dissidence quand ce n'est du terrorisme, au pire. Malgré ces effets pervers, l'Etat continue à croire à sa logique de fonctionnement. Aussi l'Etat séparé des citoyens semble avoir encore des beaux jours devant lui. Il n'est pas certain que cet entêtement lui réussisse. Il le rend de plus en plus aveugle à ce qui se passe et incapable de réactions adéquates.

Cet Etat « *schizophrène* » a tendance à oublier les enseignements que nous pouvons encore tirer des expériences menées par la société archaïque et la société athénienne du Ve siècle, à savoir que le peuple et son Etat ne peuvent être durablement séparés sans que le tissu social ne s'effrite et que l'appareil d'Etat ne soit plus en prise avec les désirs des citoyens. S'il était moins ambitieux, s'il était en mesure de percevoir que la société est un système ouvert admettant en son sein une variété « *d'objets* » hétérogènes plus ou moins conflictuels, susceptible de désorganisation et de réorganisation, capable d'utiliser le « *bruit* », le désordre qui l'affectent pour réaliser de nouveaux équilibres au travers des changements, il serait peut-être plus à l'écoute des désirs et des exigences des citoyens et plus enclin à laisser ces derniers décider de leur propre sort, chaque fois qu'une telle décision ne met pas en cause durablement la cohésion de l'ensemble. Il ne se voudrait pas seule force instituante, il la partagerait avec les divers groupes, associations, individus qui ont la volonté de réfléchir, de parler et d'agir de manière visible.

Naturellement un tel partage n'a rien de facile; des négociations nombreuses et souvent sans effets sont à prévoir. Les demandes des uns et des autres peuvent entrer en conflits violents, la décentralisation des responsabilités peut aboutir à l'émiettement de l'Etat et à la prolifération de « *cultures* » irréductibles, les « *bruits* » peuvent entraîner une ambiguïté « *destructrice* » (H. Atlan). Mais ce n'est pas en instaurant un ordre préétabli que seront évitées ces difficultés. Au contraire, plus les dirigeants ont la volonté de forger un Etat ordonné où le conscient et l'inconscient des citoyens sont captés, plus ou moins tôt, plus ou moins tard, les sujets seront portés à se livrer au désordre. Et cette fois-ci non au désordre créateur, mais au désordre aboutissant à rendre inertes ou à détruire les éléments du système qui progressivement évoluera vers les états de plus grande probabilité, c'est-à-dire vers la désorganisation totale ou la mort. Alors que si les gouvernements reconnaissent qu'ils ne sont, en fait, qu'à peine plus experts que les « *petits hommes* » et que de toutes façons cette expertise ne leur confère aucun droit spécial, s'ils se rendent compte que dans cette aventure hauturière qu'est le gouvernement de grandes nations il n'est pas de pilotage automatique ni de pilote inspiré, mais que chacun doit, compte tenu de ses capacités, de son vouloir et de ses phantasmes, participer à maintenir le navire sur la mer et lui permettre d'aller vers son but en tirant de nombreux bords nécessaires, ils pourront peut-être ne pas s'abandonner au vertige d'un pouvoir, objet comme le phallus que tout le monde convoite et que personne ne possède. Encore faudrait-il qu'ils puissent perdre l'esprit de sérieux mortifère auquel ils ne sont que trop enclins et accéder à une certaine sagesse. A ce moment-là ils sauraient que les pilotes sont innombrables et que tous sont nécessaires.

Il est donc nécessaire de rappeler les princes à la réalité par tous les moyens car il ne faut guère se fonder sur leur lucidité.

## II - Les formes de domination

Il me semble intéressant d'évoquer les **rapports du leader à son groupe**, plus ou moins étendu, qui le suit et qui lui obéit. Certes le social est toujours institué et, comme le dit Castoriadis, « *les processus psycho-génétiques présupposent logiquement et réellement les processus purement sociaux* ». Mais que le social soit déjà là ne signifie pas pour autant que certains hommes, après avoir noué des alliances avec d'autres, ne puissent pas modeler et transformer la situation historique suivant leurs projets, leurs décisions, désirs ou délires. De plus, certaines époques ré-clament un style de « *leadership* » qui implique de la part des individus un mode de rapport spécifique du monde : par exemple de type paranoïaque ou pervers. Aussi, même si les sujets ne sont pas susceptibles d'être caractérisés comme tels à partir de l'examen de leurs traits personnels, il n'empêche que s'ils veulent avoir une action, ils devront se conduire suivant ce modèle. Ainsi c'est moins la psychologie individuelle qui est importante que la figure de maîtrise qui est exigée des responsables s'ils désirent atteindre les buts qu'ils se sont donnés. Il s'agit de souligner les **formes typiques de domination** qui ont plus de chances d'obtenir les résultats escomptés, selon les périodes historiques.

### a) La forme charismatique

Depuis Weber nous savons que c'est celle que revêtent les prophètes, les chefs de guerre, les révolutionnaires et plus généralement tous ceux qui se vivent comme des leaders « *totémiques* » (pour reprendre l'expression de S. Moscovici) ayant pour projet de refonder la société et de lui assurer une cohérence pratiquement absolue et/ou de faire triompher leur grand dessein. Ce sont les êtres mus par une « *éthique de la conviction* » (M. Weber), sûrs de servir la seule cause qui mérite de se sacrifier pour elle. Cette **éthique** est une éthique du tout ou rien qui n'admet pas les nuances considérées comme des marques de faiblesse et qui recourt à n'importe quel type de moyens à la condition qu'ils permettent

d'atteindre la fin désirée, toujours, naturellement, considérée comme la bonne. Les hommes de conviction sont souvent, comme le dit Freud, « *des illuminés, des visionnaires, des hommes souffrant d'illusion, des névrosés et des fous. Ils ont de tout temps joué un grand rôle dans l'histoire de l'Humanité. De telles personnes ont exercé une influence profonde sur leur temps et sur les temps ultérieurs, ils ont donné l'impulsion à d'importants mouvements culturels et fait de grandes découvertes. Ils ont pu accomplir de tels exploits, d'une part grâce à la partie intacte de leur personnalité, c'est-à-dire malgré leur anomalie, mais d'autre part ce sont les traits pathologiques de leur caractère, leur développement unilatéral, le renforcement normal de certains désirs, l'abandon sans critique et sans frein à un seul but qui leur donnent le pouvoir d'entraîner les autres dans leur sillage et de vaincre la résistance du monde* » (Freud et Bullit).

Ces hommes sont donc pris dans le **phantasme de la maîtrise totale des choses et des êtres**, dans le désir de récréation du monde qui les amène à nier l'altérité de l'autre et à ne pas s'interroger sur leurs limites et sur leur manque. Aucun travail de deuil ne les tarabuste, aucune perte ne leur semble admissible. Ils veulent tout, tout de suite, et ils feront le maximum pour transformer leur rêve (ou leur cauchemar) en réalité. De tels individus, enfermés dans le narcissique le plus violent et le plus excessif, sont insensibles au déni possible que peut leur opposer la réalité et sont donc incapables d'accepter celle-ci, ce que font toujours les « *hommes sans qualités* ». Ils sont d'autant plus portés à penser qu'ils seront suivis qu'ils ont une conception passive du peuple, constamment assimilé à une foule d'adorateurs (qui pense s'adorer « *dans la personne d'un seul* » comme l'écrit H. Broch), elle-même le plus souvent comparée à une femme. Les citations suivantes sont probantes ; Mussolini déclare : « *les foules aiment les hommes forts, la foule est comme une femme* » ; Hitler : « *le peuple est dans sa grande majorité de disposition à tel point féminine que ses opinions et ses actes sont conduits beaucoup plus par l'impression que reçoivent ses sens que par la réflexion pure* » ; Napoléon : « *je n'ai qu'une passion, qu'une maîtresse, c'est la France. Je couche avec elle* ».

Aussi pour asseoir leur pouvoir ils se comporteront comme de véritables **magiciens** capables d'**hypnotiser** (la capacité hypnotique des meneurs a été fortement soulignée par Le Bon, Tarde, Freud) et de **fasciner** le peuple. Un tel magicien se vit comme un pôle idéal, qui doit être idéalisé par ceux qui l'écoutent car il ne parle pas en son nom propre mais au nom d'une instance transcendante (Dieu, la Nature, l'Etat) qui doit communiquer un message urgent et qui l'a investi comme porte-parole. Ce magicien est un **homme du mythe**. Il raconte la souillure du monde et rappelle aux hommes qui l'écoutent qu'ils sont coupables d'avoir laissé à leurs ennemis (les non croyants) la possibilité d'avilir leur nation ou leur groupe, mais en même temps ils les lavent de cette culpabilité en désignant les ennemis voués à la liquidation finale et en évoquant pour les siens la Rédemption sinon même la Résurrection. Il réengendre parthénogénétiquement ses fidèles par la vertu de sa seule parole. Homme héroïque, homme du verbe créateur, incarnant le « *phallus originnaire* », il transforme les « *petits hommes* » en futurs héros, capables des plus hautes actions. Il substitue une généalogie culturelle à la généalogie naturelle et sociale.

Son discours s'énonce à la fois comme un discours d'amour et un discours de l'impossible. **Discours d'amour** : comme l'écrit Freud, « *dans l'Eglise (par exemple)... prévaut... le mirage (illusion) qu'un chef suprême est là... qui aime tous les individus de la foule d'un égal amour. De cette illusion tout dépend* ». C'est parce que ce discours d'amour va du chef à ses disciples que ceux-ci lui apporteront à leur tour leur amour et pourront s'identifier les uns aux autres et contribuer au triomphe de la cause. Quoi de plus exaltant que d'être aimé par un être en dehors du commun qui vous élève, vous installe dans la communauté des croyants et vous donne également le droit de haïr tous ceux qui ne méritent pas que le discours d'amour leur soit adressé.

**Discours de l'impossible** : la parole va parler directement à l'inconscient et à l'imaginaire des individus. Nous savons depuis *L'interprétation des rêves* que l'inconscient ignore la contradiction, la négation, la temporalité, l'impossible, la différence des sexes et des générations. Or que dit le discours d'un Hitler par exemple : que chacun peut devenir un héros, devenir le fils d'Hitler, devenir semblable à lui, faire partie de la race des seigneurs, « *avoir du beurre et des canons* ». Non seulement il fait appel au phantasme de toute-puissance tapi au plus profond de chaque être humain, mais il invite à le réaliser. Ce discours développe chez ceux qui l'écoutent la passion érotomaniaque puisque l'érotomanie quand elle concerne l'homme se porte sur celui qui est idéalisé comme « *l'homme de bien* » (le sauveur, le rédempteur) et se complaît dans la fascination mortifère de la passivité. Comme le pensait Pascal, « *le pouvoir fascine les imaginations. Il s'agit par son objectivation fantomatique, par la poussière qu'il dispose quotidiennement sur les cerveaux* ». Si on ajoute que le magicien sait se donner à voir dans toute sa splendeur, dans des fêtes éblouissantes et surprenantes, dans de grandes commémorations, sait donc faire preuve de « *théâtralité* », on comprend bien qu'il puisse provoquer une soumission volontaire et enthousiaste, un masochisme fonctionnel sinon même une aliénation totale. Cet homme se place dans la sphère du sacré, du lumineux, il fait vivre les croyants à « *haute température* », il les sort du quotidien pour les plonger dans l'Histoire et dans le mythe. Aussi est-il un véritable hypnotiseur et arrive-t-il à provoquer une « *union mystique* » et donc un « *abandon amoureux illimité* ».

Un tel leader charismatique se situe dans le **registre de la paranoïa**. Peu nous chaut de savoir s'il est pathologiquement paranoïaque, le point essentiel est qu'il construit une forme paranoïaque et cela d'autant plus facilement qu'il existe une relation d'essence et non pas seulement d'existence entre système de pensée paranoïaque et système social, puisque la paranoïa ne parle que du social. Naturellement une telle forme ne peut s'instaurer qu'à certains **moments historiques**. Il faut que le désordre s'installe, que le chaos menace, que l'angoisse monte, que les repères s'effondrent, que la situation apparaisse injuste, infligeant un châtement disproportionné à la faute, pour que les hommes se sentent abandonnés, n'ayant plus de représentations de leur avenir ou n'en ayant qu'une vision catastrophique, confient leur destinée à celui (ou ceux) qui développent une doctrine ou une religion qui fonctionnent comme des réducteurs d'angoisse. Ils suivront alors ceux qui leur promettent un avenir radieux et leur redonnent confiance. Lorsque revient le temps de la gestion quotidienne, le langage paranoïaque perd son attrait quand il ne tombe dans le ridicule. Le charismatique paranoïaque a besoin de « *l'effervescence sociale* » (Durkheim), des « *passions surexcitées* » (Marx), le calme lui est définitivement fatal.

## **b) La forme bureaucratique**

Pour la mise au point de cette forme, également c'est Weber qui a ouvert la voie. Elle se concrétise dans la **figure du légiste** qui assure le respect des contrats et qui adopte une conduite réfléchie, mesurée et prévoyante. Pour lui le seul pouvoir possible est le pouvoir rationnel, légal. **Rationnel**, dans la mesure même où il est nécessaire dans une société complexe, de licencier définitivement l'arbitraire, l'intuition, l'enthousiasme car ils amèneraient les individus à ne suivre que le chemin de leurs désirs et de leurs pulsions, autrement dit de leurs passions et donc d'aboutir à la guerre de tous contre tous évoquée par Hobbes. **Légal**, dans la mesure même où l'ensemble des citoyens doivent connaître leurs droits et leurs devoirs afin de pouvoir anticiper les actions d'autrui, de se situer dans une structure toujours limitée et de vivre pacifiquement.

Un tel pouvoir s'inscrit donc dans un univers de **normes**, de lois, de règles fixes, dans une organisation où les postes de chacun sont définis et connus officiellement, et s'appuie sur une compétence technique attestée par des diplômes ou une expérience professionnelle éprouvée. Le pouvoir de chacun (qu'il vaut mieux nommer autorité) est formel, impersonnel, fonctionnel et naturellement limité. Source de légitimation est l'ordre social opérant sous l'égide de la Raison (en fait dans ce cas dégradée en raison instrumentale) considérée depuis la fin du XVIIIe siècle comme le seul bien commun à tous les êtres humains et permettant à chacun d'être semblable aux autres et de devenir ainsi une entité abstraite. La vision du monde sous-jacente est celle d'un monde sans contradiction ni conflit (ou n'admettant à la rigueur que des conflits institutionnalisés c'est-à-dire solutionnables par l'application de règles strictes ou par la discussion argumentée sans passion) qui fonctionnerait comme une **machine** bien huilée. « *Je hais le mouvement qui déplace les lignes* » (Baudelaire). Tel est le credo du bureaucrate.

On peut donc mieux voir ce qui est sous-jacent à ce phantasme : c'est celui d'un monde parfaitement hiérarchisé, où la **hiérarchie** ne peut être interrogée, fondé sur l'idée d'un temps mesuré permettant d'évaluer la productivité de chacun dans le travail qui lui est assigné, un monde donc où l'uniformisation est le but visé, la soumission le résultat escompté et ce que Freud appelait « *la compulsion à la répétition* » le mécanisme de fonctionnement. Dans un tel univers ne peuvent véritablement « *s'épanouir* » (!) que les individus mus à la fois par l'obsessionnalité et par un clivage particulièrement rigide (ou devenu tel) de la personnalité.

L'obsessionnel se caractérise par un respect total de la règle pour la **règle**. Il lui importe peu de savoir si la règle est applicable ou si elle est absurde (pour lui, d'ailleurs, on peut penser qu'une telle question ne se pose pas). Alors que l'homme charismatique paranoïaque a des pulsions fortes et se réfère à un idéal, le bureaucrate se soumet à l'instance de la personnalité la plus extérieure à l'être humain : le **sur-moi**. Le sur-moi est formé chez l'individu par l'intériorisation, au plus profond de lui-même, des interdits familiaux et des interdits sociaux. Freud avait d'ailleurs comparé cette instance à « *une garnison occupant une ville* ». Certes, il n'est pas possible de vivre avec les autres, dans une société où le droit est reconnu, sans que le sur-moi manifeste ses exigences (celui-ci constituant à la fois la conscience morale et la conscience sociale). Mais lui donner toute la place et faire disparaître toute autonomie et toute originalité est une autre affaire. C'est ne penser qu'au travers des pensées des autres (et surtout des dominants) et se conduire en tout comme un conformiste ou comme, au moins, un ritualiste. Allons même plus loin, comme un fétichiste. Car le respect de la règle pour la règle renvoie à l'**amour** pour cet objet partiel qui devient paré de toutes les vertus. Le bureaucrate, théoriquement sans passion, est dans la réalité un **adorateur de la règle** et de ceux (les dominants) qui la promulguent. C'est pour cela qu'il sera toujours extrêmement scrupuleux et méticuleux. Il ne se demandera pas si l'ordre peut être questionné par sa propre pensée. Comme le dit W. Reich, il méprise sa pensée et admire la pensée des grands hommes. Cela lui procure une réassurance narcissique car il fait ce qui doit être fait de la manière dont cela doit être fait. Comme le dit E. Fromm, « *Il a peur de la liberté* ».

Si chaque sujet est toujours un sujet divisé, soumis à un processus de clivage, le bureaucrate est clivé de façon si rigide qu'il en devient **schizoïde** sinon schizophrène. En effet pour lui le monde privé et le monde public n'ont aucun point de contact. Dans sa vie quotidienne, il peut se laisser aller à ses passions, aimer femmes et enfants, être sensible à la musique. Dans sa vie publique, il est ce petit fonctionnaire banal tel que l'a écrit H. Arendt lorsqu'elle a étudié le cas du criminel de guerre Eichmann. Il peut donc accomplir les pires atrocités. Il ne les envisagera que comme du travail bien fait, rationnellement et scrupuleusement. Comme l'obéissance est devenue une deuxième nature et qu'il ne se sent pas responsable des actes qu'on lui a ordonnés, il ne comprendra jamais les reproches qu'on peut lui adresser. Il n'a fait que **répéter** ce qu'on lui a dit. Il ne sait pas qu'en acceptant de ne jamais s'interroger, de ne jamais inventer, de se laisser aller à la compulsion de répétition, non seulement il porte la mort en lui (il se comporte comme un véritable zombie) mais il la déflecte sur les autres et il ne sait faire que cela. Et compte tenu de son clivage, il n'est jamais traversé par un sentiment de culpabilité.

G. Devereux a montré que notre civilisation donnait naissance, du fait même des « *séparations rigides* » qu'elle impose, à des personnalités schizophrènes. Le bureaucrate en est l'image typique. Son autorité qu'il tient toujours par délégation d'un pouvoir supérieur peut être encore plus terrifiante que celle du chef charismatique car le monde qu'il met en œuvre est sans hommes, où chacun n'est que l'**outil** dont se sert l'organisation dont il est le fidèle serviteur.

### c) La forme technocratique

Mais le bureaucrate ne peut exercer son pouvoir que dans un monde calme, répétitif, dans lequel entre les comportements prescrits et les conduites effectives, l'écart est extrêmement réduit. Lorsque l'univers se transforme sous le coup des innovations scientifiques et technologiques, lorsque la compétition devient plus rude et se mondialise, lorsque les produits comme les mœurs deviennent obsolètes, le bureaucrate doit progressivement laisser place à un homme mieux adapté à cette nouvelle donne, le technocrate.

La technocratie, forme à laquelle appartient cette dernière figure fonde sa légitimité sur la croyance en la toute-puissance de la science et de la technique. Le pouvoir, cette fois-ci, repose **uniquement** sur la possession du **Savoir** qui devient ainsi la nouvelle instance sacralisée. Il ne s'agit pas, comme pour le bureaucrate, en un savoir limité, précis. Ce dont il est question c'est d'un savoir **d'expert** qui se décline sous deux modes : une connaissance et une maîtrise **non contestable** et une discipline considérée comme étant de pointe à un moment historique donné (depuis les années 60, c'est l'économie et en particulier l'économie mathématique qui remplit ce rôle ; plus récemment ce sont les techniques de l'information et de la communication, rejointes depuis peu par les biotechnologies) : une connaissance suffisante des propriétés générales des autres disciplines permettant au technocrate de savoir comment s'en servir et comment utiliser les autres experts, comment les « *manager* ».

La force de la technocratie c'est d'apparaître à la fois comme la forme privilégiée de l'**expertise** centrale et de la capacité de synthèse qui doit favoriser la coopération harmonieuse des hommes faisant partie de l'équipe du technocrate. Le technocrate est toujours un animateur d'équipe à qui la connaissance aigüe d'une spécialité avancée apporte le rayonnement nécessaire à la direction d'une équipe pluri et si possible inter-disciplinaire. D'où le côté apparent plus humain du technocrate. On pourrait avancer qu'il pratique un **charisme à l'envers**. Autant le chef charismatique est lointain et entouré de mystère, autant le technocrate pratique la proximité, les conférences de presse improvisées, se montre dans sa vie quotidienne. Le discours implicite envoyé à la population est clair : « *malgré mon intelligence, non seulement je travaille en équipe mais je suis un être comme vous m'habillant comme vous, partageant vos plaisirs et vos peines* ». Un tel message se comprend car le technocrate est souvent perçu (d'ailleurs à juste raison) comme un être tellement sûr de lui qu'il en est méprisant et qui ne consulte les autres que pour leur donner l'impression d'être entendus sans véritablement avoir l'intuition d'écouter leur avis. De plus, alors que le chef charismatique est toujours porteur d'un

grand dessein et se conduit toujours (même le plus médiocre) quelque peu en prophète et en guerrier, le technocrate se veut l'homme de la **gestion** quotidienne, des décisions raisonnées après de larges consultations, basées sur des calculs sophistiqués (le technocrate croit à la mathématisation du réel), sur une étude approfondie de l'évolution des divers indicateurs économiques, sociaux, humains même parfois. Il a un aspect rassurant, il n'entraînera personne dans une guerre, il ne se vouera à aucune cause sauf à celles de la Raison, de la croissance économique et de l'élévation du niveau de vie, considérées comme les moteurs du bonheur individuel et du bien commun. Enfin, il sera partisan d'une **décentralisation des décisions mineures**. Il sait (ou il espère) ainsi que celles-ci ayant des chances d'être plus pertinentes car prises plus près du niveau d'exécution, que les collaborateurs ou subordonnés lui sauront gré de leur octroyer ainsi une parcelle de pouvoir et de les impliquer. Il espère que ces derniers se contenteront de ces responsabilités, lui laissant ainsi le temps de se consacrer aux **décisions politiques essentielles**, les seules, à ses yeux, qui méritent du temps et de l'effort.

Pourtant, sous son allure calme se terre une volonté extrêmement forte de **construire un monde** semblable à celui qu'il imagine à partir des modèles logico-mathématiques qui forment son imaginaire. En fait, le technocrate pense, comme l'a évoqué un jour Alain Tourraine, qu'il est capable de faire le bonheur des autres, sans eux, au besoin contre eux, mais jamais avec eux. On peut dire qu'il est mû par un imaginaire pervers (le pervers étant celui qui déclare en savoir plus long que l'autre sur les sources de la jouissance d'autrui) qui vise à résoudre la question de l'altérité en la niant. Le social, l'humain (dans son **altérité**) ne rentrent donc pas dans ses préoccupations. Si, parfois, il daigne s'en préoccuper, c'est lorsque les conséquences sociales de son action s'avèrent inquiétantes pour le maintien du tissu social, lorsqu'il n'a pas réussi à assurer durablement et simultanément « *la croissance économique et le progrès social* », lorsque le bonheur programmé ne fait plus vraiment partie de la réalité et qu'enfin la guerre économique dans laquelle il a installé la nation ne donne plus les dividendes escomptés. Alors il tâchera, soit par des promesses vagues, soit par des mesures limitées, de fournir quelques satisfactions à ceux que ses décisions ont lésés. Mais il ne reviendra jamais sur ses orientations puisqu'il **connaît**, même contre la réalité, **ce qui est bon** pour l'ensemble de la nation. Son assurance tranquille n'est jamais soumise au doute. Il n'est pas traversé d'interrogations. La psychanalyste J. Mac Dougall caractérise ces personnes de « *caractériels de type normal* ». C'est effectivement un individu « *sans état d'âme* », qui « *ne rêve pas* ». Il s'assure le dévouement du peuple, qui est attiré par les hyper-normaux (comme par les « *fous* » de pouvoir) lorsqu'ils sont à même de le combler de bienfaits. Mais que la réussite économique vienne à manquer et le peuple lui trouvera tous les défauts qu'il avait su si bien masquer.

#### d) La forme stratégique

Le technocrate a comme credo la rationalité illimitée et la programmation à long terme. Or depuis une quinzaine d'années ce credo a été quelque peu mis à mal. Le ralentissement de la croissance économique, le développement d'une société duale et de l'exclusion sous toutes ses formes, la perte de repères identificatoires (la réussite économique ne pouvant plus être considérée comme l'équivalent du bonheur humain), le manque de perspectives sur l'avenir, a amené à la création d'une nouvelle forme de maîtrise : la maîtrise stratégique. Le stratège va donc prendre acte de la **diversité** du monde, de l'impossibilité de son appréhension totale. Le stratège voit le monde à la fois comme un théâtre où il doit bien jouer son rôle, comme un jeu parfois à somme nulle, parfois à somme non nulle où il devra identifier ses adversaires et construire des alliances et où tous les coups sont permis et également comme un sport impitoyable qui exige de lui des performances chaque jour plus importantes. Aussi doit-il être suivant la terminologie actuelle, un « *battant* », un « *gagneur* » et même, dans certains cas, un « *tueur* ». Lorsqu'il doit « *tuer* » il le fera de manière « *cool* » car il ne s'agit jamais de détruire définitivement son adversaire, celui-ci pouvant un jour lui être utile et devenir son partenaire pour affronter un nouvel et temporaire ennemi. Aussi le stratège n'a-t-il **jamais de véritables amis** (ceux-ci étant susceptibles de nuire, un jour, à ses intérêts) il n'entretient que des relations changeantes et mouvantes. On comprend l'émergence d'une telle forme dans un monde allant dans une (ou des) direction(s) imprévisible(s) et où chacun est interpellé dans sa propre capacité à la survie. La seule valeur devient le sport pour le sport, la performance pour la performance : qui n'est pas un gagneur peut devenir rapidement un perdant et rejoindre un jour la cohorte des exclus.

Il faut noter que si la forme technocratique est réalisée par une élite constituée à partir de son éducation dans les grandes Ecoles et par sa participation aux grands corps de l'Etat et aux cabinets ministériels, au contraire la forme stratégique doit être adoptée par « *l'homme sans qualités* » (R. Musil), donc par « *n'importe qui* ». Tous stratèges, tel est le nouveau mot d'ordre. Effectivement les individus doivent être continuellement sur leur « *qui-vive* » car tous les coups étant permis ils peuvent perdre au moment même où ils pensent gagner. Aucune catégorie professionnelle, aucun statut n'est protégé. Il faut dans ces conditions des individus capables de **s'adapter** et de se former inlassablement, afin de ne pas être surpris par des processus inconnus et de ne pas être en mesure de les **maîtriser** au mieux. Ces **joueurs** perpétuels ne peuvent être des hommes de conviction. Ils doivent, pour se maintenir et s'élever, être aptes à adopter des identités multiples suivant les circonstances. Ils finissent par devenir (s'ils ne le sont dès le départ) des personnalités à « *faux self* ». Naturellement, dans cette guerre feutrée à outrance, il ne peut y avoir **que peu d'élus**. Chacun aura, dès lors, à cœur d'écrire la pièce la plus convaincante, d'assurer la mise en scène la plus « *médiatique* » et d'être l'acteur le plus applaudi. Son théâtre est son terrain de sport et de combat. Pour être sûr d'être le plus populaire et le plus choisi, il développera des techniques de séduction. Il sait que le pouvoir, comme le dit Balandier, doit retrouver sa fonction **essentielle**, « *celle du désamorçage des angouisses et des peurs* ».

Il doit donc apparaître à la fois comme un être d'exception et un être proche. Etre **d'exception** en tant que père ou grand frère ayant réussi (sans, dit-il, avoir des aptitudes particulières mais par sa volonté et son travail) proposant toujours le thème du rassemblement ou du consensus. Etre **proche** car les idéaux annoncés, les programmes développés ne doivent choquer personne et être compréhensibles par tous. Il s'agit donc de mettre à la disposition de tous des idées générales, généreuses, toujours bien formulées, qui énoncent le bien commun et l'attention aux plaisirs et aux douleurs de tout un chacun. La parole séductrice est lisse, elle appelle à un effort réel mais le sens proposé est minimal et dépourvu de toute charge d'anxiété. Pourtant un sens caché est fortement prégnant : si l'effort n'est pas fait, les gens ne pourront que s'en prendre à eux-mêmes de leur échec et de l'échec de la nation. En effet, le stratège sait qu'il doit se montrer, haranguer ses collaborateurs, faire éclater ses marques de réussite. Cette **théâtralité** n'est efficace que si le « *gagneur* » manifeste dans sa conduite des traits « *hystériques* » c'est-à-dire est susceptible **d'érotiser** à son égard les rapports sociaux et libidinaliser sa parole (le propre de l'hystérie étant de ne pouvoir concevoir les relations inter-humaines que sous la forme d'un érotisme plus ou moins contrôlé) et pour atteindre ce but, d'être simultanément juste, sensible, compréhensif et dur sinon impitoyable. Le temps n'est plus au chef qui donne des ordres impérieusement mais à celui qui séduit, persuade, charme, anime et sait jouer avec les apparences. Il n'est pas question que l'individu se dresse seul contre les autres, il doit au contraire oeuvrer à forger une **communauté** à laquelle chacun doit s'identifier et consacrer non seulement ses efforts mais son être le plus intime. Le retour en force de la notion de communauté doit nous alerter. Le désir de communauté signe la

nostalgie d'un temps (mythique naturellement) où les rapports humains étaient chaleureux, où le corps social n'était pas divisé ou, à tout le moins, traversé de contradictions et d'antagonismes difficilement réductibles, où une volonté commune était présente et où des comportements homogènes (ou bien stabilisés) étaient la règle. Dans une société où règne en fait la compétition à outrance, le mépris des vaincus et l'encensement des vainqueurs, l'appel à la communauté n'est rien d'autre que la mise en place d'un **imaginaire social** ayant pour but de masquer les clivages et de prendre les individus dans le leur tissu par les dirigeants du corps social : leurre qui énonce que si chacun fait don au corps social (ou à la partie du corps social à laquelle il appartient le plus étroitement) et à ses représentants, de sa vie physique et psychique, et s'il renonce à ses désirs divergents, il sera dédommagé et sans doute **récompensé** par celui-ci. Si les individus préfèrent oublier leur caractère irréductible, ne parviennent plus à aller à la quête de leur vérité et se font prendre dans cet imaginaire, rassurant au début mais qui les oblige à se surpasser tout le temps, le stratège aura gagné sa partie. Il aura étendu sa séduction sur le monde, fait semblant d'aimer les autres et de s'en préoccuper et il aura pu rassembler autour de lui des individus, qui auront renoncé à leur moi propre et qui seront prêts à le suivre partout en chantant ses louanges.

## e) La forme démocratique

La figure du démocrate se laisse plus difficilement cerner, les définitions de la démocratie s'avisant extrêmement variées. Nous n'essayerons ici que d'avancer quelques traits qui nous semblent essentiels. Le démocrate sait comme tout le monde qu'il vit dans un univers hétéronome où son action ne peut être totalement libre. Non seulement il a à prendre en compte le principe de réalité mais il accepte volontiers que sa conduite soit sur-déterminée par la tradition qui le porte et par la trajectoire historique et personnelle dans laquelle il s'inscrit. C'est un homme de la « *mémoire* » dans la mesure où il se situe comme l'héritier de ceux qui l'ont devancé auxquels il paye sa dette même s'il doit remettre en question cet héritage. Pas de mégalomanie donc, pas de désir d'être le premier ou le seul, pas de volonté d'auto-engendrement (comme chez le pervers) ou d'engendrement parthénogénétique (comme chez le paranoïaque) ; au contraire il sait ce qu'il doit à ses parents et à ses maîtres, et c'est parce qu'il le reconnaît qu'il peut aussi faire preuve, comme le disait Freud, d'une « *parcelle d'originalité et d'autonomie* ». Cézanne ne craignait pas, au moment où enfin son génie était reconnu, de signer « *élève de Pissaro* ». Le démocrate donc respecte l'**histoire** et la **mémoire** car il a la prescience de cette loi que formulait si bien Santayana, « *celui qui oublie ou méprise l'histoire est condamné à la revivre* ». Il ne veut ni répéter l'histoire, ni être seulement le porteur de celle qui se fait, il veut être aussi un créateur d'histoire c'est-à-dire un homme qui, peu ou prou, a une influence sur l'histoire qui est en train de se faire. En lui résonne la phrase de W. Benjamin, « *tout homme est un personnage historique* ».

Pour se concevoir tel, il doit donc reconnaître que, dans ce monde hétéronome, il peut faire preuve d'**autonomie**. Il a donc conscience de ses possibilités comme de ses limites. C'est un homme qui s'interroge, qui **doute**, qui a fait l'expérience de la perte et du manque, qui peut s'astreindre à un travail de deuil et qui cherche toujours la vérité même s'il a la conviction qu'il ne trouvera jamais. Il est plutôt du côté de la névrose (Freud parlait déjà du « *névrosé normal* ») car il doit continuellement arbitrer entre les exigences des différentes instances de la personnalité (le ça, le moi, le surmoi, l'idéal du moi) tout en se rendant compte des trous existant dans son effort de maîtrise. Il se connaît, en effet comme étant autant sujet agi et parlé, que sujet agissant et parlant : aussi doit-il tenir compte de ses désirs et de ses pulsions comme de l'existence des désirs et des pulsions des autres qui existent dans leur **altérité** spécifique ; aussi doit-il se maintenir sur la ligne de crête qui permet la jonction entre principe de plaisir et principe de réalité. Il est donc, comme l'indique J. Mac Dougall, quelque peu « *anormal* ». Il ne se contente jamais de l'évidence et il a à faire avec ses contradictions et avec celles du monde. La transgression est son lot, l'invention ce à quoi il est condamné.

Mais d'être du côté de la névrose ne le rend pas pour cela « *névrotique* ». Tout simplement, il comprend que son travail d'élucidation n'a pas de fin, que sa constitution en tant que sujet est toujours soumise aux aléas de la régression individuelle et de la répression sociale. Il comprend surtout que s'il veut se dresser comme un homme de **conviction**, un être consistant (et non totalement cohérent car il a conscience de ses manques et il essaye de les traiter), responsable devant lui-même et devant les autres, il ne peut rien entreprendre, dans sa longue durée, tout seul. Certes à certains moments, sa parole n'aura pas d'écho et il doit accepter d'être une voix « *clamans in deserto* », d'être maltraité et ridiculisé (tous les grands novateurs l'ont été), peut-être même d'être rejeté ou pis encore mis en prison ou liquidé. Il doit donc accepter sa **solitude**. Pourtant si son message a un sens, il faudra bien qu'il soit repris, nuancé, amplifié par d'autres. Il n'est donc pas d'histoire individuelle qui ne doive être portée par une histoire collective.

Mais ce qu'il dit (en acceptant le legs de ses pères et de ses compagnons), il le revendique, non pour asseoir son pouvoir, mais pour le triomphe des idées auxquelles il croit. Aussi la position qu'il occupe est-elle précise. Il s'énonce comme porteur de la **loi** (celle qui institue, autorise et interdit) et comme un homme revendiquant pour chaque homme le droit à l'existence et le droit au sens. Il est pris dans des réseaux de réciprocité. Il reçoit autant qu'il donne. Il se conduit, lorsqu'il est reconnu comme un père, comme un père bienveillant, qui aide les autres à se construire eux-mêmes et peut-être un jour à le renier. Il se met donc en situation d'être tué symboliquement et de ne pas voir la terre promise. Sa bienveillance s'accorde avec son courage et son intransigeance. C'est pour cette raison que S. Moscovici a pu nommer ce type de leader un « *leader mosaïque* ». Mais son intransigeance n'empêche pas son écoute car il est prêt à **discuter** des idées d'autrui comme des siennes, devant tous, dans un espace public comme l'évoque J. Habermas, et à agir de concert avec d'autres, comme le souligne H. Arendt. Il a donc comme credo la communication la plus authentique possible, avec lui-même et avec les autres. Aussi s'il respecte le narcissisme de vie qui est en lui, il ne cède à aucun culte de lui-même et il refuse les adorateurs. D'autant plus qu'il n'a pas la prétention de tout savoir et de tout maîtriser. Au contraire, il perçoit les diverses couleurs du monde, il est sensible à l'ordre qui surgit du désordre, il admet et encourage tous les mouvements novateurs qui surgissent pour amplifier son dire ou pour le contester ; la démocratie est l'affaire de **tous**. Cet aphorisme n'est pas, pour lui, un slogan, mais la condition même d'une vie collective, qui ne fasse l'impasse ni sur les désirs d'harmonie ni sur les convulsions nécessaires. Aussi est-il à la fois ambitieux et modeste ; ambitieux pour tous, modeste quant à la valeur de son action.

Un tel portrait peut sembler idéalisé. Il l'est effectivement. Ce type de personnage est rare, tout individu étant traversé par la pulsion de mort. Dans le cas où il advient, nous quittons le monde des maîtres et des dominés pour entrer dans celui de la **reconnaissance** mutuelle. En tout état de cause, même si une telle figure ne se réalise jamais totalement, il n'empêche que tout leader démocrate essaye de mettre en oeuvre certains de ses traits et que, de toute manière, elle inspire les conduites effectives de tous ceux qui se réclament du combat démocratique. C'est bien en ce point que se situe la différence essentielle entre la forme démocratie et les autres formes. La première exprime « *le fleuve désordonné de la vie* » (G. Simmel), et la lutte de chacun pour advenir comme sujet individuel et collectif ; les autres sont la manifestation du désir des dirigeants de régner sur un monde qu'ils maîtrisent et de mettre de l'ordre partout où sourd l'histoire.